

FN et logement (anti)social

Visa a analysé les 144 propositions du parti lepéniste publiées le 4 février pour les présidentielles, notamment celles portant sur le logement social.

A l'heure d'une grave crise du logement en France qui voit près de 15 millions de personnes touchées par le mal-logement, selon la Fondation Abbé-Pierre, et plus de 140 000 SDF, le FN ne trouve rien de mieux que de proposer en tout 1er lieu de ne plus dédier de ministère à cette seule question. En effet, dans sa mesure 139, le FN propose de : *« regrouper en un seul ministère l'aménagement du territoire, les transports et logement »*.

Si dans son programme de 2012 le FN dénonçait clairement la loi SRU (obligation pour les communes de plus de 3500 habitants d'avoir 25% de logement sociaux) cette référence n'apparaît plus explicitement dans les 144 mesures de 2017. Il faut maintenant lire entre les lignes et se référer à sa mesure 143 qui parle de *« rationaliser et simplifier les normes d'urbanisme et de construction »* . Et pour s'en convaincre c'est du côté des déclarations des élus et responsables FN qu'il faut aller chercher. En juin 2016, Marion Maréchal le Pen fustigeait cette loi dans une intervention à l'Assemblée Nationale intitulée *« Loi SRU: un impôt déguisé pénalisant les petites communes rurales. »*.

En avril 2016, c'est David Rachline, directeur de campagne de MLP, qui déclarait que : *« Cette mainmise de l'Etat sur l'accès au logement mais aussi sur le nombre et le mode de répartition de ces logements dans les villes [...] enlève aux maires la responsabilité en matière d'aménagement de leur territoire et de politique communale de logement... »*. C'est clair, pour le FN les maires doivent avoir le droit de ne pas proposer de logements sociaux aux plus démunis et de s'assurer ainsi de la composition sociale de leur commune ! Le FN cherche tout simplement à se débarrasser progressivement du parc public de logement social, au profit du privé, et propose en toute logique, avec sa mesure 140, d' *« améliorer les conditions de rachat par les locataires de leur logement social pour parvenir à 1% du parc HLM chaque année »*.

Le FN met en avant quelques propositions incantatoires et non chiffrées que l'on retrouve dans la mesure 141, comme la baisse de la taxe d'habitation pour les plus modestes, la pérennisation des APL, la création d'une « protection-logement-jeunes » etc. Cependant, il ne fait aucun doute que ces mesures ne parviendront jamais à compenser une diminution drastique du parc de logement public et social. En clair l'Etat donnera quelques « aides » de façade aux populations modestes qui devront, elles, se débrouiller avec les agences privées pour pouvoir se loger !

Enfin, la mesure 142 du programme présidentiel du FN pour 2017 vient nous rappeler, si des fois nous l'avions oublié, que le FN est bel et bien un parti raciste qui oppose les misères et les populations entre elles. Celle-ci précise qu'il faut *« réserver prioritairement aux français l'attribution du logement social. »*.

Et le FN qui n'hésite évidemment pas à se servir des migrants et des réfugiés comme boucs émissaires de la crise du logement !

Pour les élections présidentielles et législatives de 2017, aux premiers comme aux deuxièmes tours, une exigence sanitaire et sociale s'impose :

PAS UNE SEULE VOIX POUR MARINE LE PEN ET LE FN !